



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02-04-2015

Depuis le 19 mars grève à Radio France : pourquoi ?

Inquiets et mobilisés, les salariés de la Maison Ronde refusent le plan envisagé par la direction et le gouvernement. Ils luttent pour la protection et la diversité du service public, ses moyens et ses personnels permanents et intermittents.

La direction a divulgué les premières mesures qu'elle envisage. Elles sont inacceptables :

- *le plan de départ « volontaire » de 200 à 300 salariés,

- *la fusion de l'Orchestre National de France et de l'Orchestre Philharmonique de Radio France.

- *la fermeture de France Musique, de FIP, de Mouv'...

- *l'ouverture encore plus large des antennes à la publicité...

- *La fermeture envisagée des studios de fiction, avec perte de leur emploi pour les 2.000 comédiens, bruiteurs, auteurs, chanteurs ou musiciens, y travaillant de manière régulière.

- *le PDG de Radio France annonce 50 millions d'euros d'économies d'ici 2019.

Les "économies" prévues se feraient sur la masse salariale et sur la qualité de la production radiophonique. La principale variable trouvée jusqu'ici pour tenter de faire des économies budgétaires est l'emploi. Depuis longtemps déjà les restrictions pèsent sur l'information, plus de

100 journalistes sont en CDD et remplacent les titulaires au pied levé partout en France, sans garantie aucune d'une embauche future.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans la situation financière que connaît Radio France. Il veut clairement que le service public de la radio perde son identité, son indépendance, sa diversité et sa qualité. La fusion de services entre rédactions est une crainte pour les identités éditoriales de chaque chaîne et une volonté à peine voilée de reprise en main de l'audiovisuel public.

*L'État doit s'acquitter de ce qu'il doit à la radio publique, il n'a pas honoré les 87 millions et demi d'euros promis à Radio France.

*Ou est passé la taxe Telco ou « taxe Copé » créée en 2009 pour aider tout l'audiovisuel public dont Radio France ?

Contrairement à ce que dit la Cour des Comptes, ce n'est pas la radio publique qui coûte cher mais la restauration du bâtiment qui l'abrite. Un budget de réhabilitation que les directions successives ont alimenté sans compter. Un chantier plombé de malfaçons et de projets démesurés qui pourraient financer des décennies de reportages, de journaux, d'émissions, de podcast, d'info en ligne. D'un devis initial de 176 millions d'euros, il culmine aujourd'hui à 584 millions.

Décidés à aller plus vite et plus loin dans la casse des services publics, Hollande et son gouvernement reçoivent évidemment l'aide de la droite. Sarkozy appelle à dénoncer « le scandale de la grève à Radio France ».

Le point commun de l'UMP avec le gouvernement socialiste c'est: « **La fusion pure et simple des principales rédactions du groupe, France Inter, France Info et France Culture.** » Une piste prônée également dans le rapport de la Cour des comptes ... **Le secrétaire national à la « culture » du parti de Sarkozy, réclame la « fusion » des orchestres de Radio France, autre réforme proposée par la Cour des Comptes et combattue par les grévistes, avant de demander : « Qu'attend le gouvernement pour réagir et enfin prendre les mesures vigoureuses qui s'imposent ? »**

NON à leur « union sacrée ». NON à tout ce qui se prépare contre le peuple dans les milieux de l'information, de la recherche, de la culture et partout ailleurs... Tout est cassé au nom du profit.

Le 9 avril l'unification de toutes les luttes doit être le point de départ d'une immense coordination de toutes les couches populaires du pays, des salariés du public et du privé, pour développer un mouvement puissant qui fera plier le capitalisme.